



**Secrétariat général**  
**Service des ressources humaines**  
**Sous-direction de la gestion des carrières et de la**  
**rémunération**  
  
**78, rue de Varenne**  
**75349 PARIS 07 SP**  
**0149554955**

**Note de mobilité**  
  
**SG/SRH/SDCAR/2022-101**  
  
**03/02/2022**

**Date de mise en application :** Immédiate

**Diffusion :** Tout public

**Cette instruction n'abroge aucune instruction.**

**Cette instruction ne modifie aucune instruction.**

**Nombre d'annexes :** 20

**Objet :** Appel à candidature : 20 postes au titre de la mobilité « 2ème cercle »

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

**FranceAgriMer :**

- 1 poste de chargé(e) de coordination éditoriale

Date limite de candidature : 24/02/2022

- 1 poste de chargé(e) d'études économique marchés internationaux des céréales

Date limite de candidature : 17/02/2022

- 1 poste de gestionnaire administratif et technique

Date limite de candidature : 17/02/2022

- 1 poste de chef.fe de pôle

Date limite de candidature : 22/02/2022

- 1 poste de chargé études pêche et aquaculture

Date limite de candidature : 22/02/2022

- 1 poste de chargé d'étude

Date limite de candidature : 22/02/2022

- 1 poste de chargé d'étude

Date limite de candidature : 22/02/2022

**Agence de Service et de paiement :**

- 1 poste de chef.fe de secteur

Date limite de candidature : 02/03/2022

- 1 poste de gestionnaire référent.e

Date limite de candidature : 02/03/2022

- 1 poste de chef.fe de secteur

Date limite de candidature : 02/03/2022

- 1 poste de chef.fe de secteur

Date limite de candidature : 02/03/2022

**Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail : :**

- 1 poste de coordinateur dans le cadre de l'évaluation des dossiers de substances actives et de produits phytopharmaceutiques

Date limite de candidature : 14/02/2022

- 1 poste de évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie

Date limite de candidature : 14/02/2022

- 1 poste de évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse – Pesticides

Date limite de candidature 14/02/2022

- 1 poste de coordinateur scientifique de l'évaluation des dossiers de substances actives et de produits biocides

Date limite de candidature : 14/02/2022

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie –

Date limite de candidature : 14/02/2022

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'efficacité

Date limite de candidature : 14/02/2022

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation de dossiers réglementaires dans le domaine de l'écotoxicologie/environnement – Biocides/REACH

Date limite de candidature : 14/02/2022

- 1 poste de chargé.e de projets européens

Date limite de candidature : 14/02/2022

- 1 poste de chargé.e de projets scientifiques européens

Date limite de candidature : 18/03/2022

Le sous-directeur de la gestion  
des carrières et de la rémunération

Laurent Belleguic

## Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.*  
*En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.*  
*Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

### Chargé(e) de coordination éditoriale – Chargée études à enjeux

Secrétariat général / Service Communication

<b>N° appel à candidature :</b> 20299	<b>Catégorie :</b> A
<b>Cotation parcours professionnel :</b> 2	<b>Cotation Groupe RIFSEEP :</b> Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat
<b>Filière d'emploi :</b>	
<b>Poste vacant – prise de fonction dès que possible</b>	<b>Localisation :</b> 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<b>Conditions de recrutement :</b>  Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	
<b>Présentation de l'environnement professionnel :</b>  Au sein du Secrétariat général, le service Communication est chargé de valoriser l'Etablissement, en interne comme en externe. Il produit, actualise, renforce, etc. les messages, documents et outils, de sorte que soit mieux connue l'expertise de l'Etablissement dans les domaines économiques, d'ingénierie d'aide et d'accompagnement des filières, et il fédère la communauté de travail au siège et en région.	
<b>Objectifs du poste</b>  Programmation et animation éditoriale, structuration et rédaction de contenus, appui à la supervision éditoriale tous supports (web, réseaux sociaux, publications diverses).	
<b>Missions et activités principales :</b>  Sous l'autorité de la cheffe de service et de son adjoint : - Rédaction de contenus éditoriaux : intranet, internet, projets de nouveaux supports de communication proposés par les services etc... - Collaboration avec les services métiers demandeurs pour la conception d'outils de communication pertinents et adaptés sur le fonds et la forme - Appui au pilotage, à la supervision et à la programmation éditoriale - Appui au projet de refonte internet (technique et éditoriale)	

- Participation à l'animation de la communauté de travail (appui ponctuel à la rédaction du journal interne et à l'animation du portail intranet/RSE)
- Appui ponctuel à la publication de contenus sur le site internet

### Relations fonctionnelles du poste :

Ensemble de l'équipe du service Communication, des services partenaires au sein du secrétariat général, plus largement tous les services de l'Etablissement demandeurs de supports de communication ; ponctuellement services du ministère de tutelle (agriculture) ou autres établissements publics, sphère professionnelle agricole et pêche ; prestataires du service Communication.

### Compétences requises pour le poste :

#### Savoirs / Connaissances

Communication digitale et print  
Maîtrise des outils de publication web  
Connaissance du secteur agricole et pêche/aquaculture appréciée  
Notions de vidéo et montage appréciées  
Maîtrise des outils bureautiques

#### Savoir-faire / Savoir être

Excellentes capacités rédactionnelles  
Rigueur, sens de l'initiative, autonomie  
Bon relationnel  
Sens du service public  
Goût du travail en équipe  
Réactivité/anticipation  
Adaptabilité

### Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 validé pour les candidats contractuels  
Expérience souhaitée dans le secteur de la communication institutionnelle

### Contraintes du poste :

Ponctuellement : mobilisation hors des horaires de travail et jours ouvrés peut être demandée (participation à des salons, gestion d'urgences)

**Poste clé<sup>1</sup> :** Oui Non ☒

**Poste à caractère sensible<sup>2</sup> :** Oui Non ☒

**Poste à privilèges<sup>3</sup> :** Oui Non ☒

### Personnes à contacter

Coralie BERNARD, cheffe du service Communication  
[coralie.bernard@franceagrimer.fr](mailto:coralie.bernard@franceagrimer.fr) – Tel : 01 73 30 27 73

Cédric CHARPENTIER, chef adjoint du service Communication  
[cedric.charpentier@franceagrimer.fr](mailto:cedric.charpentier@franceagrimer.fr) – Tel : 01 73 30 27 18

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement  
[mobilite@franceagrimer.fr](mailto:mobilite@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 22 35

### Conditions de travail

*FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.*

<sup>1</sup> Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

<sup>2</sup> Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

<sup>3</sup> Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

*L'Établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail (le poste est éligible au télétravail, dans la limite de 3 jours/semaine).*

*Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.*

*Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.*

**DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 24/02/2022**

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

## Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.*

*En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.*

*Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

### Chargé(e) d'études économiques marchés internationaux des céréales

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Unité Grains et Sucre

<b>N° appel à candidature :</b> 20306	<b>Catégorie :</b> A
<b>Cotation parcours professionnel :</b> 1	<b>Cotation Groupe RIFSEEP :</b> Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
<b>Filière d'emploi :</b> 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
<b>Poste vacant</b>	<b>Localisation :</b> Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<b>Conditions de recrutement :</b> Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	
<b>Présentation de l'environnement professionnel :</b> La Direction Marchés, études et prospective (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, l'unité « Grains et Sucre » couvre les secteurs des céréales, des oléoprotéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Elle suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières et assure, en vue de les valoriser, le pilotage et la gestion des dispositifs de collecte de données, notamment les états déclaratifs grandes cultures, ainsi que des cotations. Elle pilote les enquêtes sur la qualité des céréales et le programme CéréObs d'observation de l'état des cultures.	
<b>Objectifs du poste</b> Traiter, analyser et valoriser les données relatives aux marchés mondiaux des céréales et à leur environnement économique (monnaies, énergie, fret...)	
<b>Missions et activités principales :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Conception et coordination de la mutualisation du suivi des indicateurs économiques transverses (parités des monnaies, prix du pétrole, du fret, de l'éthanol, des fertilisants...) pour les filières du ressort de l'unité</li> <li>Suivi du contexte économique et des politiques publiques internationales</li> <li>Préparation des éléments de situation des marchés internationaux pour les instances de FranceAgriMer (CSGC, Conseil spécialisé Grandes Cultures - Marchés Céréalières, ainsi qu'en tant que de besoin, pour toute autre présentation régionale comme nationale</li> </ul>	



- Participation aux tours d'établissement des cotations de produits des grandes cultures par l'unité, notamment des cotations réglementaires (règlement UE « Transparence des Marchés »)
- Représentation dans des instances nationales et internationales (IGC, USDA, etc.)
- Contribution aux publications de l'unité : Indicateurs de suivi marchés céréaliers, Marchés des céréales ainsi qu'à une revue de presse électronique interne orientée marchés
- Réponses aux demandes d'études internes, ainsi que de la part des pouvoirs publics ou des tutelles
- Réponses aux demandes d'information (media, administrations)
- Contribution à la valorisation des études et travaux de l'unité en interne et en externe

#### Relations fonctionnelles du poste

Internes : Services et unités DMEP, Délégués Filières, Relations Presse, MAEI, MAAF/DGPE/BGC,

Externes : Professionnels au niveau national et international, CIC (Conseil international des céréales), USDA

#### Compétences requises pour le poste :

##### Savoirs / Connaissances

- Connaissances en analyse économique et en statistiques
- Économie du secteur des grandes cultures, notamment au plan international
- Connaissances agronomiques
- Bonne connaissance de l'anglais (lu, écrit) pour exploiter l'information disponible sur les marchés

##### Savoir-faire / Maîtrise

- Outils bureautiques (Excel, Powerpoint, Access – notions pour l'utilisation de SAS, R)
- Qualités d'analyse et de synthèse
- Qualités rédactionnelles
- Réaliser des présentations en public

#### Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum licence pour les candidats contractuels

Formation de type Agroéconomiste et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste souhaitée

#### Contraintes du poste :

Conseil spécialisé Grandes Cultures – Marchés Céréalières (en général le second mercredi de chaque mois)

**Poste clé<sup>1</sup> :** Oui Non ■

**Poste à caractère sensible<sup>2</sup> :** Oui Non ■

**Poste à privilèges<sup>3</sup> :** Oui Non ■

#### Personnes à contacter

Marc ZRIBI, chef de l'unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – [marc.zribi@franceagrimer.fr](mailto:marc.zribi@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 22 14 ou  
Paul LE BIDEAU, responsable adjoint unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – [paul.le-bideau@franceagrimer.fr](mailto:paul.le-bideau@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 23 81

Cécile GUILLOT, cheffe du service AEF-OFPM – [cecile.guillot@franceagrimer.fr](mailto:cecile.guillot@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 21 76

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – [mobilite@franceagrimer.fr](mailto:mobilite@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 22 35

#### Conditions de travail

*FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.*

*L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.*

*Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.*

*Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.*

*Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.*

<sup>1</sup> Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

<sup>2</sup> Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

<sup>3</sup> Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/02/2022**

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.



## Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire. En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité. Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

### Gestionnaire administratif et technique

Direction Marchés, études et prospective/Service AEF et OFPM/Unité Grains et Sucre

<b>N° appel à candidature : 20307</b>	<b>Catégorie : B</b>
<b>Cotation parcours professionnel : SO</b>	<b>Cotation Groupe RIFSEEP : 2 si corps des TSMA 2 si corps des SA</b>
<b>Filière d'emploi : 2 – Statistique, étude, audit, évaluation, prospective</b>	
<b>Poste vacant</b>	<b>Localisation : Montreuil (93)</b> 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<b>Conditions de recrutement :</b> Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail. Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans, éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.	
<b>Présentation de l'environnement professionnel :</b> La Direction Marchés, études et prospective (DMEP) a pour mission de recueillir, de traiter et de diffuser des informations et des analyses économiques sectorielles, de développer des approches et des outils transverses. Elle travaille en réseau avec les services des ministères chargés de l'agriculture et de la pêche, de l'économie et de l'environnement, les professionnels des filières et les services territoriaux. Au sein du service chargé de l'information des partenaires de l'établissement - professionnels et pouvoirs publics (France, UE) -, en ce qui concerne les évolutions des marchés et de l'économie des filières agricoles au plan national, européen et international, l'unité « Grains et Sucre » couvre les secteurs des céréales, des oléoprotéagineux, des plantes textiles et des productions sucrières. Elle suit la conjoncture, analyse les marchés et la concurrence pour l'ensemble de ces filières et assure, en vue de les valoriser, le pilotage et la gestion des dispositifs de collecte de données, notamment les états déclaratifs grandes cultures, les cotations. Elle pilote les enquêtes sur la qualité des céréales et le programme CéréObs d'observation de l'état des cultures.	
<b>Objectifs du poste</b> Assurer la gestion administrative des paiements en ce qui concerne les programmes suivis par l'unité : CéréObs, études externalisées, fonctionnement. Participer aux publications de l'unité par le support aux différentes enquêtes, ainsi que par la mise en page et la mise en ligne des livrables. Assurer l'appui au Réseau des Nouvelles des Marchés en ce qui concerne les enquêtes de relevés de prix en magasins.	
<b>Missions et activités principales :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Administration de conventions et d'études externalisées</li> </ul>	

- Gestion administrative et comptable (sous SIREPA) des conventions CéréObs avec les partenaires et suivi des budgets correspondants
- Participation aux travaux de l'unité en support aux différentes enquêtes
- Mise en forme et diffusion des travaux de l'unité
- Actualiser et maintenir des bases d'indicateurs économiques
- Réaliser l'enquête Prix au Détail en GMS du Réseau des Nouvelles des Marchés une fois par semaine sur le secteur attribué

### Relations fonctionnelles du poste

Internes : DMEP, Service Budget, Agence Comptable, Services territoriaux

Externes : Professionnels des filières concernées

### Compétences requises pour le poste :

#### Savoirs / Connaissances

- Connaissance des procédures administratives d'ordonnancement et de gestion des paiements sur conventions et études externalisées
- Mise en forme de documents destinés à la publication et mise en ligne de ces documents
- Intérêt pour l'économie du secteur des grandes cultures, ainsi que pour les travaux de l'unité
- Intérêt pour le traitement de données

#### Savoir-faire / Maîtrise

- Connaissance de SIREPA (Fonctionnement, Intervention)
- Suivi administratif des paiements
- Outils bureautiques (Excel, Word, Powerpoint)

### Diplôme – Expérience professionnelle

Formation / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste. Formation possible aux outils utilisés.

### Contraintes du poste :

Réalisation de l'enquête Détail en GMS pour le Réseau des Nouvelles des Marchés un jour par semaine (périmètre Paris intra-muros).

**Poste clé<sup>1</sup> :** Oui Non ☐

**Poste à caractère sensible<sup>2</sup> :** Oui Non ☐

**Poste à privilèges<sup>3</sup> :** Oui Non ☐

### Personnes à contacter

Marc ZRIBI, chef de l'unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – [marc.zribi@franceagrimer.fr](mailto:marc.zribi@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 22 14 ou Paul LE BIDEAU, responsable adjoint unité Grains et Sucre, AEF-OFPM – [paul.le-bideau@franceagrimer.fr](mailto:paul.le-bideau@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 23 81

Cécile GUILLOT, cheffe du service AEF-OFPM – [cecile.guillot@franceagrimer.fr](mailto:cecile.guillot@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 21 76

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutements – [mobilite@franceagrimer.fr](mailto:mobilite@franceagrimer.fr) – Tél. : 01 73 30 22 35

### Conditions de travail :

*FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.*

*L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.*

*Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.*

*Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.*

*Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.*

<sup>1</sup> Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

<sup>2</sup> Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

<sup>3</sup> Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

**DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 17/02/2022**

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.



## Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.*

*En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.*

*Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

### Chef(fe) de pôle - dispositif de garantie bancaire « Aval des céréales »

Direction des Interventions / Service Aides Nationales, Appui aux Entreprises et à l'Innovation /  
Unité Entreprises et Filières

**N° appel à candidature : 20311**

**Catégorie : A**

**Cotation parcours professionnel : 1**

**Cotation Groupe RIFSEEP :**

Groupe 3 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement

Groupe 3 si corps des attachés d'administration de l'Etat

**Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides**

**Poste vacant – Prise de fonction dès que possible**

**Localisation : MONTREUIL**

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002

93555 Montreuil Cedex

#### Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

#### Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,

- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Au sein de la Direction des interventions, le service des aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation regroupe deux unités : l'unité « aides aux exploitations et expérimentation » et l'unité « entreprises et filières ». Le poste de responsable de pôle sur le dispositif d'« aval des céréales » est rattaché à l'unité « entreprises et filières », composée de 10 agents. Ce dispositif structurel vise à apporter des garanties bancaires aux collecteurs de céréales. Cette unité contribue également à la définition de dispositifs d'aide nationaux et les met en œuvre. Ces aides ont pour objectif de soutenir les entreprises de l'aval des différentes filières agricoles et agroalimentaires et concernent surtout des actions d'innovation dans le domaine de l'alimentation.

### Objectifs du poste :

La.le titulaire du poste est responsable du pilotage du dispositif d'« aval des céréales », dispositif historique pour l'organisation du marché français des céréales, qui participe au maintien d'une bonne connaissance des stocks et à la loyauté des transactions. Dans ce cadre, FranceAgriMer accorde une garantie aux collecteurs de céréales vis-à-vis des établissements bancaires en vue de financer l'achat de céréales par un paiement comptant aux producteurs. Elle.Il en assure la coordination nationale, en lien avec les services territoriaux de l'établissement en régions, les collecteurs et les établissements bancaires. Elle.Il constitue une source d'expertise sur les filières céréales et ses opérateurs.

Selon l'actualité de l'unité, elle.il peut également être amené.e à contribuer au suivi d'autres dispositifs, notamment:

- les appels à projets confiés à FranceAgriMer dans le cadre du Plan de relance, visant à soutenir des projets collectifs de structuration de filière agricole et agroalimentaires ou de filières protéines végétales, d'abattoirs, ou de structuration collective de l'offre par une Organisation de Producteurs (OP) ou une association d'OP ;
- un appel à projets visant à stimuler la co-construction de l'innovation, entre les collectifs d'agriculteurs et les organismes de recherche, instituts techniques, organismes de développement, de conseil et de formation, et sa mise en application simultanée dans les champs techniques, organisationnels, économiques et/ou sociaux, dans le cadre du Programme National de Développement Agricole et Rural (PNDAR).



### Missions et activités principales :

Sous la responsabilité de la cheffe de l'unité et de son adjoint, la-le titulaire du poste assure les missions suivantes :

- Définir le cadre annuel de la campagne de garantie, et dans le respect des orientations définies au niveau national, et en assurer sa diffusion et sa présentation ;
- Coordonner la bonne mise en œuvre du dispositif, au niveau national et en région : élaboration et diffusion des procédures et outils de gestion, animation et accompagnement du réseau des services territoriaux, pilotage des commissions d'octroi de la garantie avec les tutelles technique et financière, relations avec les banques, suivi des contrôles, et reporting ;
- Organiser et animer le travail de l'équipe composée de deux personnes ;
- Evaluer et suivre le risque pris par FranceAgriMer au moment de la décision d'octroi de la garantie aux entreprises qui en ont fait la demande et tout au long de la campagne annuelle d'aval, assurer la supervision de certains dossiers financiers d'entreprises de collecte ;
- Piloter le projet de dématérialisation du dispositif, en lien avec les collecteurs céréaliers, les établissements bancaires, les services territoriaux de FranceAgriMer et le service informatique ;
- En fonction de l'actualité de l'unité, suivre et contribuer à la gestion d'autres dispositifs en participant à l'instruction de dossiers de demande d'aide, à la préparation, des auditions avec les porteurs de projets, le conventionnement, les phases d'engagement et de paiement ;
- Sur l'ensemble des dispositifs suivis, contribuer aux réponses apportées aux missions de contrôles internes et externes.

### Relations fonctionnelles du poste :

- À l'extérieur : ministère chargé de l'agriculture, notamment les services de la DGPE et de la DGER, services déconcentrés du ministère, entreprises des filières agricoles et agroalimentaires, corps de contrôle externes, établissements bancaires
- En interne : Tous les services et personnels de FranceAgriMer.

### Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances	Savoir-faire / Maîtrise
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Connaissance des filières agricoles et agroalimentaires</li> <li>- Compétence en analyse financière</li> <li>- Connaissance des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat)</li> <li>- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Animation et coordination de réseau</li> <li>- Management d'équipe</li> <li>- Capacité d'analyse et de synthèse</li> <li>- Rigueur, méthode et organisation, respect des délais</li> <li>- Conduite de projet informatique</li> </ul>

### Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

### Contraintes du poste :

Pas de contraintes particulières

<b>Poste clé<sup>1</sup> :</b>	Oui	Non <input type="checkbox"/>
<b>Poste à caractère sensible<sup>2</sup> :</b>	Oui	Non <input type="checkbox"/>
<b>Poste à privilèges<sup>3</sup> :</b>	Oui	Non <input type="checkbox"/>

#### Personnes à contacter

Charlotte Voisine, cheffe du service aides nationales, appui aux entreprises et à l'innovation

☎ : 01 73 30 21 71 ✉ : [charlotte.voisine@franceagrimer.fr](mailto:charlotte.voisine@franceagrimer.fr)

Florence POINSSOT, cheffe de l'unité Entreprises et Filières

☎ : 01 73 30 25 68 ✉ : [florence.poinssot@franceagrimer.fr](mailto:florence.poinssot@franceagrimer.fr)

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01.73.30.22.35 ✉ : [mobilite@franceagrimer.fr](mailto:mobilite@franceagrimer.fr)

#### Conditions de travail

*FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.*

*Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.*

*Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.*

*Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi que d'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.*

#### DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon

<sup>1</sup> Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

<sup>2</sup> Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

<sup>3</sup> Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

## Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.*

*En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.*

*Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

### Chargé(e) d'études pêche et aquaculture

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /  
Unité Pêche

<b>N° appel à candidature : 20312</b>	<b>Catégorie : A</b>
<b>Cotation parcours professionnel : 1</b>	<b>Cotation Groupe RIFSEEP :</b> Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat
<b>Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides</b>	
<b>Poste vacant - Prise de fonction dès que possible</b>	<b>Localisation :</b> 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

#### Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

#### Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,
- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,

- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

La Direction des Interventions est chargée de gérer des mesures d'aides européennes et nationales. Dans ce cadre, l'unité « Pêche » gère des aides à destination des filières de la pêche et de l'aquaculture, en particulier dans le cadre du Fonds Européen des Affaires Maritimes et de la Pêche (FEAMP) et, à partir de 2022, du Fonds Européen des Affaires Maritimes de la Pêche et de l'Aquaculture (FEAMPA). Pour ces filières, l'unité instruit également des dossiers au titre du Plan de relance et du dispositif de soutien aux pêcheurs professionnels en eau douce. Elle assure enfin la gestion du Fonds National de Cautionnement des Achats et le suivi de l'Ecolabel Pêche Durable.

### Objectifs du poste

Le/la chargé.e d'étude aura pour mission de suivre les travaux de mise en place opérationnelle des aides du FEAMPA au sein de FranceAgriMer. Il/elle assurera le suivi des travaux préparatoires (groupes techniques « procédure », groupes de travail relatifs à l'outil informatique dédié, simplification des procédures...) en lien avec la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture (DPMA), autorité de gestion du FEAMPA. Il/elle participera à la coordination des différentes parties prenantes impliquées, en interne (service juridique, service informatique, agence comptable) et en externe. Par ailleurs, il/elle sera en charge du suivi de la bonne mise en œuvre des aides du Plan de relance en assurant le pilotage des dispositifs et le reporting.

### Missions et activités principales :

- Assurer le suivi des travaux de mise en place du FEAMPA et la transition FEAMP/FEAMPA
- Coordonner les futurs acteurs du FEAMPA (y compris au sein de FranceAgriMer), notamment par l'animation de points d'étape réguliers
- Participer aux groupes techniques organisés par la DPMA
- Participer à la rédaction de futures procédures notamment en actualisant les procédures FEAMP
- Assurer le suivi et le pilotage des dispositifs du plan de relance
- Participer le cas échéant aux travaux d'instruction et de supervision des dossiers traités par l'unité.

### Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en régions, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation et Ministère de la Mer (en particulier la Direction des Pêches Maritimes et de l'Aquaculture)
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

### Compétences requises pour le poste :

#### Savoirs / Connaissances

- Connaissance de la filière pêche et aquaculture
- Connaissance des grands principes du droit européen (notamment aides d'Etat)
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

#### Savoir-faire / Maîtrise

- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Capacité rédactionnelle et d'analyse
- Capacité à travailler en équipe et à coordonner des actions avec différents partenaires
- Rigueur dans la mise en œuvre des procédures
- *Reporting*

### Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

### Contraintes du poste :

RAS

**Poste clé<sup>1</sup> :** Oui Non x

**Poste à caractère sensible<sup>2</sup> :** Oui Non x

**Poste à privilèges<sup>3</sup> :** Oui Non x

### Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion

☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : [thierry.janvier@franceagrimer.fr](mailto:thierry.janvier@franceagrimer.fr)

Sophia M'HIMDI, cheffe de l'unité pêche

☎ : 01 73 30 23 60 ✉ : [sophia.mhimdi@franceagrimer.fr](mailto:sophia.mhimdi@franceagrimer.fr)

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : [mobilite@franceagrimer.fr](mailto:mobilite@franceagrimer.fr)

### Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

### DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

<sup>1</sup> Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

<sup>2</sup> Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

<sup>3</sup> Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

## Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.*

*En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.*

*Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

### Chargé(e) d'étude

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /  
Unité Programmes opérationnels

**N° appel à candidature : 20313**

**Catégorie : A**

**Cotation parcours professionnel : 1**

**Cotation Groupe RIFSEEP :**

Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement

Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat

**Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides**

**Poste vacant - Prise de fonction dès que possible**

**Localisation :**

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

### Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

### Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,



- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

Dans le secteur des fruits et légumes, la Direction des Interventions de FranceAgriMer gère les aides européennes aux fonds opérationnels prévues dans la politique agricole commune (PAC). Dans ce cadre, l'unité « Programmes opérationnels », qui comprend 23 personnes, met en œuvre ces aides au profit des organisations de producteurs (OP) reconnues par les pouvoirs publics et ayant présenté un programme opérationnel. Le programme opérationnel décrit les actions qui seront menées par les OP, et dont les dépenses correspondantes pourront être financées pour partie par l'aide européenne.

### Objectifs du poste

Dans le cadre de la nouvelle PAC qui entre en application en 2023, les modalités réglementaires et de gestion des programmes opérationnels actuels dans le secteur des fruits et légumes évoluent. De nouveaux secteurs, au-delà des seuls fruits et légumes, pourront en outre être concernés par des programmes opérationnels. Le/la chargé.e d'étude recensera les évolutions et les nouveautés de la PAC 2023-2027 pour les traduire en objectifs opérationnels et en assurer la déclinaison (nouvelles règles, définition des contrôles clés, procédures à réviser ou à créer, outils informatiques à faire évoluer ou à mettre en place).

### Missions et activités principales :

- Participer aux travaux sur les évolutions réglementaires nationales ou communautaires avec le ministère de l'agriculture et les représentants des filières concernées
- Anticiper et préparer, en liaison avec la cheffe de l'unité, les nouvelles modalités de gestion des mesures et le paiement des aides fonds opérationnel
- Participer à l'élaboration des procédures de gestion correspondantes
- Participer aux travaux sur les futurs outils de gestion
- Venir en appui à l'unité sur des problématiques autres que celles de la nouvelle PAC
- Participer le cas échéant aux travaux d'instruction et de supervision des dossiers traités par l'unité.

### Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : autres directions, service des contrôles, délégués filières, agence comptable, service informatique, service juridique
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, organisations professionnelles du secteur des fruits et légumes
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

### Compétences requises pour le poste :

#### Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus.
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée

#### Savoir-faire / Maîtrise

- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Bonne maîtrise de l'écrit
- Capacité à travailler en équipe et à coordonner des actions avec différents partenaires
- Rigueur dans la mise en œuvre de procédures
- *Reporting*

### Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

### Contraintes du poste :

RAS

<b>Poste clé<sup>1</sup> :</b>	Oui	Non x
<b>Poste à caractère sensible<sup>2</sup> :</b>	Oui	Non x
<b>Poste à privilèges<sup>3</sup> :</b>	Oui	Non x

### Personnes à contacter

Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion

☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : [thierry.janvier@franceagrimer.fr](mailto:thierry.janvier@franceagrimer.fr)

Isabelle BRETAUDEAU, cheffe de l'unité programmes opérationnels

☎ : 01 73 30 21 60 ✉ : [isabelle.bretauudeau@franceagrimer.fr](mailto:isabelle.bretauudeau@franceagrimer.fr)

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : [mobilite@franceagrimer.fr](mailto:mobilite@franceagrimer.fr)

### Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

*L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.*

*Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.*

*Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.*

*Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.*

### DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/02/2022

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

<sup>1</sup> Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

<sup>2</sup> Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

<sup>3</sup> Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

## Appel à candidature - FranceAgriMer

*Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.*

*En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.*

*Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.*

### Chargé(e) d'études

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels et promotion /  
Unité Promotion

**N° appel à candidature : 20314**

**Catégorie : A**

**Cotation parcours professionnel : 1**

**Cotation Groupe RIFSEEP :**

Groupe 4.1 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement

Groupe 4 si corps des attachés d'administration de l'Etat

**Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides**

**Poste vacant - Prise de fonction dès que possible**

**Localisation :**

12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

### Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine.

Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application de l'article 6 ter de la loi n°84-16). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application de l'article 4 de la loi n°84-16), éventuellement reconductible.

La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

### Présentation de l'environnement professionnel :

L'Établissement national des produits de l'agriculture et de la mer (FranceAgriMer) est, avec le ministère de l'agriculture et de l'alimentation, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche. Il est agréé organisme payeur du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA).

Ses principales missions consistent à :

- favoriser la concertation au sein des filières agricoles, forestières et de la pêche,
- assurer la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,

- mettre en œuvre les politiques publiques de régulation des marchés,
- gérer des dispositifs publics de soutien, nationaux et/ou européens.

La Direction des Interventions est chargée de gérer des mesures d'aides nationales et européennes au titre de la PAC (politique agricole commune). Dans ce cadre, l'unité « promotion », composée de 35 personnes, gère des aides à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE. Des crédits européens sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions) dans leurs actions de promotion et la bonne utilisation de ces crédits est contrôlée à plusieurs niveaux.

### Objectifs du poste

Le.la chargé.e d'études est affecté.e au pôle pilotage et intervient sur des missions transverses relatives à la vérification de la bonne utilisation des crédits européens. Il.elle coordonne l'ensemble des travaux correspondants, participe au pilotage de la gestion des dispositifs et assure l'interface au sein de l'unité avec les différents corps de contrôle. Le poste concerne les aides à la promotion dans le secteur vitivinicole et la promotion générique.

### Missions et activités principales :

- Etablir les bilans et prévisions de gestion des dispositifs en lien avec les chefs de pôles
- Elaborer et renseigner les outils de pilotage, de bilan et contribuer à leur dématérialisation
- Participer aux travaux de programmation et de suivi des contrôles sur place effectués par FranceAgriMer, à l'élaboration des procédures associées avec le service des contrôles.
- Participer à l'élaboration des procédures correspondantes et à la supervision des dossiers intégrant des suites de contrôle.
- Préparer et fournir les dossiers demandés par les services de contrôle
- Assurer les échanges avec les organismes de contrôle externe (organismes français ou européens). En particulier établir ou participer à l'élaboration des réponses à l'organisme de certification des comptes de FranceAgriMer.
- Venir en appui à l'unité sur les problématiques de contrôles externes
- Participer le cas échéant aux travaux d'instruction et de supervision des dossiers traités par l'unité.

### Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer : services territoriaux en région, service des contrôles, agence comptable, service informatique, service juridique
- Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
- Corps de contrôle et de certification, français et européens

### Compétences requises pour le poste :

#### Savoirs / Connaissances

- Des connaissances de base sur la politique agricole commune seraient un plus
- La maîtrise des outils métiers ainsi que celle de la réglementation des domaines

#### Savoir-faire / Maîtrise

- Utilisation des outils bureautiques classiques
- Bonne maîtrise de l'écrit
- Capacité à travailler en équipe et à coordonner des actions avec différents partenaires

concernés feront l'objet de formations dans le cadre d'un parcours d'arrivée		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rigueur dans la mise en œuvre de procédures</li> <li>• Reporting</li> </ul>
<b>Diplôme – Expérience professionnelle</b>		
Minimum bac+ 3 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste		
<b>Contraintes du poste :</b>		
RAS		
<b>Poste clé<sup>1</sup> :</b>	Oui	Non x
<b>Poste à caractère sensible<sup>2</sup> :</b>	Oui	Non x
<b>Poste à privilèges<sup>3</sup> :</b>	Oui	Non x
<b>Personnes à contacter</b>		
<p>Thierry JANVIER, chef du service programmes opérationnels et promotion            ☎ : 01 73 30 29 80 ✉ : <a href="mailto:thierry.janvier@franceagrimer.fr">thierry.janvier@franceagrimer.fr</a></p> <p>Marie TOUVAIS, cheffe de l'unité promotion            ☎ : 01 73 30 23 60 ✉ : <a href="mailto:marie.touvais@franceagrimer.fr">marie.touvais@franceagrimer.fr</a></p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement            ☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : <a href="mailto:mobilite@franceagrimer.fr">mobilite@franceagrimer.fr</a></p>		
<b>Conditions de travail</b>		
<p>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</p> <p>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</p>		
<b>DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 22/02/2022</b>		
<p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une lettre de motivation,</li> <li>- Un curriculum-Vitae,</li> <li>- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.</li> </ul>		

<sup>1</sup> Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

<sup>2</sup> Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

<sup>3</sup> Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.



**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**

**Agence de Services et de Paiement**  
**Direction Régionale Pays-de-la-Loire**

**25, bis rue Paul Bellamy – CS 54203 – 44042 Nantes cedex 1**

**Chef(fe) de secteur**

<b>N° du poste : R35024</b>	
<b>Catégorie : B</b>	
<b>Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet</b>	<b>Groupe RIFSEEP ASP : 1</b>
<b>Poste vacant / SREPES</b>	
<b>Date limite des candidatures : 2 mars 2022</b>	
<b>Présentation de l'environnement professionnel</b>	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La Direction Régionale, qui couvre la région administrative Pays-de-la-Loire (cinq départements) est une structure d'environ 60 agents assurant des activités de gestion administrative ou de contrôles sur place (aides agricoles).</p> <p>Le service de Gestion des Aides (SGA) a en charge une large diversité d'activités dans le domaine des aides interministérielles telles que l'emploi avec les contrats aidés, l'alternance, ... l'écologie, la culture, etc. Il est aussi en relation avec le Conseil Régional et les Conseils Départementaux dans le cadre de partenariat de mise place d'aides locales. Il contribue également à la qualité du service public au travers, notamment, de l'accueil téléphonique des bénéficiaires.</p> <p>Le poste sera positionné au sein de ce service, sous l'autorité directe du chef de service.</p>
<b>Objectifs du poste</b>	<p>La personne recrutée assurera la fonction de chef de secteur au sein du service SGA. Elle managera une équipe de 10 à 20 personnes (titulaires et agent en CDD) dont 2 référents.</p> <p>Elle pilotera l'activité du secteur y compris l'activité téléphonie. A ce titre, elle est</p>



	<p>responsable du respect des délais et des objectifs assignés au secteur par le chef de service. Elle pourra aussi venir en appui à ses référents pour les aider à la prise de décision sur des dossiers nécessitant des travaux d'analyse complexe des données à partir d'informations diverses (textes réglementaires, documents d'information, de gestion, informations orales).</p> <p>La personne recrutée sera formée aux différents dispositifs de son secteur ainsi qu'aux différents outils de pilotage mis en place au sein de l'ASP. Cette formation sera répartie sur plusieurs semaines afin que le (la) candidat(e) puisse avoir le temps de monter en compétence sur ce poste.</p>	
<b>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Est responsable du bon fonctionnement de l'équipe sur le plan technique, logistique et humain et à ce titre remonte les difficultés qu'il (elle) ou ses agents rencontrent au chef de service ;</li> <li>• Anime les réunions hebdomadaires de gestion de l'activité et remonte les problèmes, rédige des CR écrits et en assure la diffusion auprès des équipes</li> <li>• Participe au recrutement des agents vacataires à la demande du chef de service ;</li> <li>• Assure la formation et l'information des agents sur le plan technique et réglementaire, en collaboration étroite avec les référents placés sous sa responsabilité ;</li> <li>• Est force de proposition dans le domaine de l'organisation du service auprès du chef de service, participe activement à la définition des objectifs assignés à l'équipe</li> <li>• Assure le suivi de l'activité et organise les contrôles qualité au sein de son équipe, en collaboration étroite avec les référents placés sous sa responsabilité,</li> <li>• Organise la répartition de la charge entre les agents (affectation des dossiers) et définit leur priorité de traitement ;</li> <li>• Est responsable du remplissage des outils de pilotage et des tableaux de bord (suivi de stock et de l'activité) ;</li> <li>• Est garant de la mise en œuvre du contrôle interne au sein de son secteur (plan de contrôles, performance) ;</li> <li>• Participe activement aux réunions de gestion de l'activité du service ;</li> <li>• A la responsabilité de la réalisation et de l'application des fiches de procédures ;</li> <li>• Participe aux réunions avec les partenaires de l'ASP relevant de son domaine, aux groupes de travail locaux ou nationaux</li> </ul>	
<b>Champ relationnel du poste</b>	Partenaires institutionnels de la Direction régionale, interlocuteurs externes et internes l'ASP	
<b>Compétences liées au poste</b>	<b>Savoirs</b>	<b>Savoir-faire</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité à assimiler une réglementation et des procédures techniques.</li> <li>- Connaître les procédures et obligations relatives aux dossiers traités;</li> <li>- Maîtrise des outils bureautiques et informatiques de base indispensable.</li> <li>- Rigueur et méthode.</li> <li>- Polyvalence et adaptation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité de management, de pédagogie et d'animation d'une équipe</li> <li>- Capacité d'analyse et de rendre compte</li> <li>- Capacité d'être force de proposition et de pouvoir porter un projet en tant que référent(e) au niveau national</li> <li>- Qualités rédactionnelles</li> <li>- Aptitudes relationnelles.</li> <li>- Capacité d'écoute et maîtrise du phoning.</li> <li>- Sens de la qualité de service.</li> </ul>

<b>Conditions particulières d'exercice</b>	Possibilité de travail à distance. Cette fonction pourra faire l'objet d'une délégation de signature.
<b>Personnes à contacter</b>	<p>M. Pascal DROUIN, Directeur régional – courriel : <a href="mailto:pascal.drouin@asp-public.fr">pascal.drouin@asp-public.fr</a></p> <p>M. Gwenaël GUE, chef du service Gestion des Aides – Courriel : <a href="mailto:gwenael.gue@asp-public.fr">gwenael.gue@asp-public.fr</a></p> <p>Mme Morgane LECOMMANDOUX, cheffe du service administratif – courriel : <a href="mailto:morgane.lecommandoux@asp-public.fr">morgane.lecommandoux@asp-public.fr</a></p> <p>Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation – Tél. : 05.55.12.00.87 - <a href="mailto:mobilite@asp-public.fr">mobilite@asp-public.fr</a></p>

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**

**Agence de Services et de Paiement**  
**Direction Régionale Pays-de-la-Loire**

**25, bis rue Paul Bellamy – CS 54203 – 44042 Nantes cedex 1**

**Gestionnaire référent(e)**

<b>N° du poste : R35039</b>	
<b>Catégorie : B</b>	
<b>Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet</b>	<b>Groupe RIFSEEP ASP : 2</b>
<b>Poste vacant / SREPES</b> <b>Date limite des candidatures : 2 mars 2022</b>	
<b>Présentation de l'environnement professionnel</b>	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La Direction Régionale, qui couvre la région administrative Pays-de-la-Loire (cinq départements) est une structure d'environ 60 agents assurant des activités de gestion administrative ou de contrôles sur place (aides agricoles).</p> <p>Le Service de Gestion des Aides (SGA) a en charge une large diversité d'activités dans le domaine des aides interministérielles telles que l'emploi avec les contrats aidés, l'alternance, ... l'écologie, la culture, etc. Il est aussi en relation avec le Conseil Régional et les Conseils Départementaux dans le cadre de partenariat de mise place d'aides locales. Il contribue également à la qualité du service public au travers, notamment, de l'accueil téléphonique des bénéficiaires. Le poste sera positionné au sein de ce service, sous l'autorité directe de la cheffe de secteur.</p>
<b>Objectifs du poste</b>	<p>La personne recrutée assurera la fonction de référent au sein du service SGA. Elle procédera à des travaux d'analyse complexe des données à partir d'informations diverses (textes réglementaires, documents d'information, de gestion, informations orales). Elle pourrait être amenée à devenir l'adjointe de la cheffe de secteur.</p> <p>La personne recrutée sera formée aux différents dispositifs pour lesquelles elle aura la charge tant sur la partie réglementaire que technique (outils informatiques). Cette formation sera répartie sur plusieurs semaines afin qu'elle puisse avoir le temps de</p>

	monter en compétence sur ce poste.	
<b>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Apporte son aide aux agents et assure la gestion des dossiers nécessitant des connaissances techniques approfondies ; à ce titre, en particulier, est chargé(e) des contrôles qualité en s'assurant de la remise en conformité des dossiers relevés en anomalie;</li> <li>• Assure la formation et l'information des agents sur le plan technique et réglementaire,</li> <li>• Assure l'assistance de niveau 2 aux bénéficiaires à l'externe ;</li> <li>• Apporte son expertise et son appui à sa hiérarchie et aux partenaires : maîtrise le réglementaire, les outils métier ;</li> <li>• Appuie sa cheffe de secteur dans la réalisation des bilans annuels et peut animer notamment des réunions de présentations de ces bilans auprès des équipes ;</li> <li>• Participe et anime les réunions avec les partenaires relevant de son domaine ; participe à des ateliers nationaux, et à des ateliers techniques internes et externes ;</li> </ul>	
<b>Champ relationnel du poste</b>	Partenaires institutionnels de la Direction régionale, interlocuteurs externes et internes l'ASP	
<b>Compétences liées au poste</b>	<b>Savoirs</b>	<b>Savoir-faire</b>
	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Capacité à assimiler une réglementation et des procédures techniques.</li> <li>- Connaître les procédures et obligations relatives aux dossiers traités;</li> <li>- Maîtrise des outils bureautiques et informatiques de base indispensable.</li> <li>- Rigueur et méthode.</li> <li>- Polyvalence et adaptation.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Référent technique</li> <li>- Capacité d'analyse</li> <li>- Qualités rédactionnelles et sens de la transmission du savoir</li> <li>- Capacité à travailler en équipe.</li> <li>- Aptitudes relationnelles et pédagogie.</li> <li>- Capacité d'écoute et maîtrise du phoning.</li> <li>- Sens de la qualité de service.</li> </ul>
<b>Conditions particulières d'exercice</b>	Possibilité de travail à distance	
<b>Personnes à contacter</b>	<p>M. Pascal DROUIN, Directeur régional – courriel : <a href="mailto:pascal.drouin@asp-public.fr">pascal.drouin@asp-public.fr</a>  M. Gwenaël GUE, chef du service de Gestion des Aides – Courriel : <a href="mailto:gwenael.gue@asp-public.fr">gwenael.gue@asp-public.fr</a>  -Mme Morgane LECOMMANDOUX, cheffe du service administratif – courriel : <a href="mailto:morgane.lecommandoux@asp-public.fr">morgane.lecommandoux@asp-public.fr</a></p> <p>Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation –  Tél. : 05.55.12.00.87 - <a href="mailto:mobilite@asp-public.fr">mobilite@asp-public.fr</a></p>	

**Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation**

**Agence de Services et de Paiement**
  
**Direction Régionale Pays-de-la-Loire**

**25, bis rue Paul Bellamy – CS 54203 – 44042 Nantes cedex 1**

**Chef(fe) de secteur « contrôle Hors Surface »**

<b>N° du poste : R35061</b>	
<b>Catégorie : A</b>	
<b>Cotation parcours professionnel</b>  <b>postes catégorie A : 1</b>	<b>Groupe RIFSEEP ASP : 4</b>
<b>Poste susceptible d'être vacant / SREPES</b>  <b>Date limite des candidatures : 2 mars 2022</b>	
<b>Présentation de l'environnement professionnel</b>	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La Direction Régionale, qui couvre la région administrative Pays-de-la-Loire (cinq départements) est une structure d'environ 60 agents assurant des activités de gestion administrative ou de contrôles sur place (aides agricoles).</p> <p>Au sein de la Direction Régionale des Pays de la Loire le poste proposé est rattaché au service des contrôles et du développement rural.</p>
<b>Objectifs du poste</b>	<p>La personne recrutée assure le pilotage de l'activité du secteur en lien avec la cheffe de service, manage une équipe composée de 4 agents et est amenée à réaliser des contrôles sur le terrain. Elle anime et organise l'équipe de contrôleurs et gestionnaires et veille au respect des objectifs et des délais, le cas échéant, apporte les mesures correctrices nécessaires.</p>
<b>Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Planifie et distribue le travail aux différents membres de l'équipe,</li> <li>• Anime des réunions de secteur, gère les outils de pilotage de l'activité,</li> <li>• Forme et informe les agents sous sa responsabilité,</li> <li>• Est garant de la mise en œuvre du contrôle interne au sein du secteur, assure la gestion des suites à donner en lien avec sa hiérarchie,</li> <li>• Fait remonter les difficultés rencontrées,</li> <li>• Assure la supervision des dossiers, apporte un appui sur les dossiers</li> </ul>

	complexes, <ul style="list-style-type: none"> <li>• Participe et contribue aux réunions avec les partenaires de l'ASP,</li> <li>• Effectue des contrôles : étude du dossier, réalisation sur place, finalisation</li> </ul>	
<b>Champ relationnel du poste</b>	Agents du Service des Contrôles, Services du siège de l'ASP, interlocuteurs externes et internes à l'ASP.  Collabore en tant que de besoin et sous le contrôle de son responsable avec les agents du service	
<b>Compétences liées au poste</b>	<b>Savoirs</b>	<b>Savoir-faire</b>
	-Savoir diriger et gérer une équipe, -Savoir hiérarchiser les priorités, -Avoir une bonne connaissance de l'environnement professionnel, -Maîtrise des outils bureautiques et les outils métiers spécifiques -Maîtrise des guides de procédures, -Maîtrise des techniques de contrôle ou de gestion	- Sens de l'organisation - Expertiser - Capacité d'analyse - Savoir déléguer - Capacité à rendre compte et à alerter la hiérarchie - Aptitudes relationnelles. - Capacité à travailler à distance - Sens de la qualité de service - Devoir de réserve
<b>Conditions particulières d'exercice</b>	Possibilité de travail à distance. Cette fonction pourra faire l'objet d'une délégation de signature.	
<b>Personnes à contacter</b>	M. Pascal DROUIN, Directeur régional – courriel : <a href="mailto:pascal.drouin@asp-public.fr">pascal.drouin@asp-public.fr</a>  Mme Florence DUGAST, cheffe du service contrôle et développement rural – Courriel : <a href="mailto:florence.dugast@asp-public.fr">florence.dugast@asp-public.fr</a>  Mme Morgane LECOMMANDOUX, cheffe du service administratif – courriel : <a href="mailto:morgane.lecommandoux@asp-public.fr">morgane.lecommandoux@asp-public.fr</a>  Mme Carole BEYSSAC, DRH/SEEC Conseillère recrutement, mobilité et formation – Tél. : 05.55.12.00.87 - <a href="mailto:mobilite@asp-public.fr">mobilite@asp-public.fr</a>	



**Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire**

**Agence de services et de paiement  
Direction Régionale de Nouvelle Aquitaine – Site de Bordeaux**

91 rue Nuyens · CS 81811 – 33072 BORDEAUX cedex 1

**CHEF DE SECTEUR (H/F)**

**« Contrôles animaux »**

<b>N° du poste : R85130</b>	
<b>Catégorie : A</b>	
<b>Cotation parcours professionnel postes catégorie A : 2</b>	<b>Groupe RIFSEEP : 3</b>
<b>Poste vacant / SREPES</b>	
<b>Présentation de l'environnement professionnel</b>	<p>L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère du Travail. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer.</p> <p>La direction régionale Nouvelle-Aquitaine regroupe 160 agents titulaires répartis sur les trois sites de Bordeaux, Limoges et Poitiers.</p> <p>Le service des contrôles du site de Bordeaux est composé d'une quinzaine d'agents permanents ainsi que d'agents en CDD. Il est chargé de la mise en œuvre du contrôle, des demandes d'aides européennes liées aux surfaces, Mesures Agro-environnementales et Climatiques, Agriculture biologique et animaux.</p> <p>Le service de Bordeaux travaille en réseau avec le service des contrôles Poitiers-Limoges (« bi-sites » Poitiers et Limoges), lequel réalise des missions analogues. Les 2 services sont appelés à fusionner prochainement.</p>
<b>Objectifs du poste</b>	<p>Sous la responsabilité du chef de service et de son adjoint, le titulaire du poste pilote, encadre, anime et coordonne les activités d'une équipe de contrôleurs, superviseurs et gestionnaires pour le dispositif « animaux » (bovins ovins caprins), au regard de l'application des règles et procédures.</p> <p>Son secteur géographique de référence concerne les départements 33, 40, 47 et 64 (appui possible sur les départements limitrophes).</p>

**Description des missions  
à exercer ou des tâches à  
exécuter**

- Définir avec le chef de service des contrôles les objectifs, les plans de charge et l'organisation assignés à l'équipe.
- Participer à l'élaboration des demandes de moyens (ressources humaines et moyens matériels) en fonction des objectifs définis pour son équipe.
- Participer à la sélection, aux entretiens et recrutements des CDD.
- Assurer le suivi de l'activité de contrôle, le suivi des suites données aux constats de contrôle, et le suivi du contrôle interne (supervision et reperformance...).
- Planifier et distribuer le travail aux membres de l'équipe en fonction des priorités, des échéances et des compétences de chacun et fixer les objectifs individuels.
- Contribuer activement aux appuis entre les 3 sites « contrôles » de la DR.
- Avoir un rôle actif dans l'approvisionnement en dossiers en liaison étroite avec les services instructeurs et le coordinateur des contrôles en DDT(M).
- Veiller à ce que les opérations de contrôle interne (supervision, reperformance) soit réalisées dans les délais et si nécessaire mettre en œuvre des actions correctives.
- Proposer les améliorations relatives aux procédures au sein de son équipe.
- Assurer la veille réglementaire et technique afin d'être la personne ressource pour répondre aux questions techniques et réglementaires du secteur, auprès des contrôleurs, gestionnaires et partenaires de la DR.
- Préparer et assurer la mise en œuvre de la formation et la mise à jour des connaissances réglementaires et techniques pour les contrôleurs, superviseurs, débutants et expérimentés (titulaires, CDD, nouveaux arrivants)
- Apporter un appui réglementaire, technique, terrain et/ou relationnel aux agents et à l'encadrement pour le traitement des dossiers complexes et/ou sensibles.
- Assister les contrôleurs, si besoin par téléphone (hotline) ou sur place.
- Répondre aux sollicitations du chef de service pour les questions concernant l'information, la carrière, les formations, et l'évaluation des agents du service. Contribuer aux entretiens professionnels des agents.
- Animer des réunions.
- Participer à ou piloter des groupes de travail régionaux et nationaux.
- Participer à l'élaboration et à la conduite des projets du secteur.
- Accompagner le changement, veiller à la cohésion de l'équipe.
- Proposer et mutualiser des améliorations relatives aux procédures appliquées et harmonisées au sein des services contrôles de la DR Nouvelle-Aquitaine
- Synthétiser et présenter le bilan des activités du secteur.
- Assurer le relationnel avec les partenaires internes et externes.
- Représenter la DR et participer aux réunions nationales et locales.
- Dans le cadre des missions d'audit, préparer les dossiers,

	<p>accompagner les auditeurs, puis assurer en aval le suivi des questions réglementaires et techniques en lien avec les directions du siège et le Ministère.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Alerter le chef de service.</li> <li>- Si besoin, accompagner en binôme sur le terrain les contrôleurs en formation.</li> </ul>	
<b>Champ relationnel du poste</b>	<p>Exploitants agricoles et structures bénéficiaires du dispositif contrôlé. Partenaires institutionnels (DDT(M), DD(CS)PP, EDE, DRAAF, DREAL, CR ...). Directions du siège de l'ASP (DSDA...).</p> <p>Autres services des contrôles au sein de la DR, autres services du site.</p>	
<b>Compétences liées au poste</b>	<b>Savoirs :</b>	<b>Savoir-faire :</b>
	<p>Connaissance de l'environnement administratif et institutionnel de l'ASP</p> <p>Connaissance de l'environnement professionnel et ses enjeux,</p> <p>Connaissance des réglementations (politiques agricoles...) et des circulaires relatives aux fonctions exercées</p> <p>Connaissance des logiciels de gestion spécifiques</p> <p>Connaissance des principes techniques des différents types de dossiers gérés</p> <p>Maîtriser les outils bureautiques</p>	<p>Capacité de planification et suivi</p> <p>Capacité à fixer des objectifs cohérents</p> <p>Capacité à former les contrôleurs, pédagogie</p> <p>Capacité à animer et fédérer les équipes autour d'un projet (animation d'équipe, management)</p> <p>Capacité d'analyse et de synthèse Rigueur et méthode, organisation, autonomie</p> <p>Capacité à travailler en équipe, en réseau</p> <p>Rendre compte</p>
<b>Personnes à contacter</b>	<p><u>Pour des questions relatives aux missions et objectifs du poste :</u></p> <p>Monsieur Paul COJOCARU – Directeur Régional Adjoint – <a href="mailto:paul.cojocar@asp-public.fr">paul.cojocar@asp-public.fr</a> – Tél : 05 56 01 50 59</p> <p>Madame Sylvie MIROIR – Cheffe du Service Contrôles – Site de Bordeaux - <a href="mailto:sylvie.miroir@asp-public.fr">sylvie.miroir@asp-public.fr</a> – Tél : 05 56 48 90 12</p> <p><u>Pour des questions relatives au recrutement et aux RH :</u></p> <p>Madame Véronique GELIS – Tél. 05 55 11 57 08 - Cheffe du service des affaires générales - <a href="mailto:veronique.gelis@asp-public.fr">veronique.gelis@asp-public.fr</a></p> <p>Monsieur Nicolas LEBRAUD – Tél. 05 55 12 00 36 - Conseiller recrutement, mobilité et formation - <a href="mailto:nicolas.lebraud@asp-public.fr">nicolas.lebraud@asp-public.fr</a></p>	

Date : 24/01/2022

Poste à pourvoir	<b>Coordinateur dans le cadre de l'évaluation des dossiers de substances actives et de produits phytopharmaceutiques (H/F)</b>
Catégorie d'emploi	<b>Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A</b>
Type de contrat	<b>CDI, détachement, affectation</b>
Localisation	<b>Maisons Alfort (94)</b>
Prise de fonction	<b>Dès que possible</b>
Rémunération	<b><i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i></b>

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

### L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : [www.anses.fr](http://www.anses.fr)

### Entité recruteuse

Direction d'évaluation des produits réglementés, (DEPR)  
Unité Coordination des Intrants du Végétal (UCIV 20 agents).

La DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, les macroorganismes utiles pour la protection des cultures, les substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

Pour l'évaluation des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. La DEPR intervient également dans son domaine de compétence en réponse aux saisines adressées à l'agence.

### Missions / contexte

L'UCIV est chargée de la coordination de l'évaluation scientifique des dossiers d'approbation de substances actives phytopharmaceutiques, des demandes d'autorisation de mise sur le marché des préparations contenant ces substances et des dossiers de matières fertilisantes et supports de cultures (MFSC) et des demandes d'introduction de macroorganismes utiles pour la protection des cultures. Elle assure la cohérence de l'ensemble des évaluations réalisées et veille au respect des procédures et délais réglementaires européens et nationaux.

## DESCRIPTION DU POSTE

### Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, et en lien avec les chefs d'unité adjointes et les responsables de pôles, les missions du coordinateur sont d'assurer la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de substances actives et produits phytopharmaceutiques

### Activités

- Gérer, en mode projet, l'instruction scientifique des dossiers dans le respect des délais, de la réglementation en vigueur au niveau national et européen et des procédures qualité.
- Assurer la cohérence de l'expertise scientifique et rédiger les rapports d'évaluation de l'Anses à partir des contributions des unités d'évaluation de la DEPR.
- Assurer la communication, le suivi et le traitement des dossiers, au niveau interne (unités d'évaluation, CES), et externe (Etats Membres de l'Union Européenne, les agences et autorités européennes concernées, Commission Européenne, comités et groupes de travail nationaux le cas échéant, et demandeurs).
- Participer au processus d'amélioration continue au niveau de l'UCIV, de la DEPR, ainsi qu'au niveau européen le cas échéant.

### Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts\*.

*En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

### Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8

MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur (agronomie, chimie, santé, environnement, microbiologie ou évaluation des risques), docteur en Pharmacie, docteur Vétérinaire ou docteur en Sciences

### Expériences similaires

- Expérience dans le domaine des produits phytopharmaceutiques, les produits chimiques réglementés et en gestion de projets

### Compétences

- Connaissance du milieu agricole et/ou de la réglementation dans les domaines des produits phytopharmaceutiques, des produits chimiques réglementés
- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral)
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Connaissance des logiciels informatiques du pack office

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 14/02/2022**

**Renseignements sur le poste :** Sylvie Maisonneuve ([sylvie.maisonneuve@anses.fr](mailto:sylvie.maisonneuve@anses.fr))

**Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2022-014 à :**  
[recrutement@anses.fr](mailto:recrutement@anses.fr)

Date : 24/01/2022

Poste à pourvoir	<b>Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F)</b>
Catégorie d'emploi	<b>Agent contractuel de catégorie 2</b>
Type de contrat	<b>CDI, détachement, affectation</b>
Localisation	<b>Maisons-Alfort (94)</b>
Prise de fonction	<b>Dès que possible</b>
Rémunération	<b><i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i></b>

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

### L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : [www.anses.fr](http://www.anses.fr)

### Entité recruteuse

Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés  
Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du végétal

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

### Missions / contexte

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Toxicologie des Intrants du Végétal est chargée de l'évaluation des risques pour l'Homme des substances actives phytopharmaceutiques lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytopharmaceutiques et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché.

L'équipe est composée de 16 agents

## DESCRIPTION DU POSTE

### Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge, dans le cadre de la réglementation européenne et nationale relative aux produits phytopharmaceutiques, adjuvants, matières fertilisantes et support de culture, d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers de demande d'AMM ainsi que des dossiers de demande d'approbation de substances actives au niveau européen, dans le domaine de la toxicologie et de l'expologie.

### Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à la toxicologie et à l'exposition des personnes figurant dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures européennes et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais.
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines, à des groupes de travail et à des projets scientifiques.

### Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts\*.

*\* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** BAC + 3 minimum ou MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine, médecine vétérinaire, pharmacie

### Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides appréciée

### Compétences

- Connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, par exemple en toxicologie / expologie (toxicocinétique, établissement de valeurs de référence, toxicologie des mammifères, toxicologie génétique in vitro, utilisation de modèles d'exposition).
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits phytopharmaceutiques souhaitées.
- Capacité d'analyse et de synthèse.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique.



## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 14/02/2022**

**Renseignements sur le poste :** Chaouki ZEROUALA ([ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr](mailto:ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr) + 01 49 77 21 23)

**Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2022-015 à :**  
[recrutement@anses.fr](mailto:recrutement@anses.fr)

Date : 24/01/2022

Poste à pourvoir	<b>Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse – Pesticides (H/F)</b>
Catégorie d'emploi	<b>Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A</b>
Type de contrat	<b>CDI, détachement, affectation</b>
Localisation	<b>Maisons-Alfort (94)</b>
Prise de fonction	<b>Dès que possible</b>
Rémunération	<b><i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i></b>

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

### L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : [www.anses.fr](http://www.anses.fr)

### Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Réglementés  
Unité Physico-Chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés

### Missions / contexte

**La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR)** évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

Concernant l'évaluation des substances et produits phytosanitaires, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

**L'Unité Physico-chimie et Méthodes d'Analyse des Produits réglementés** est chargée de l'évaluation des études soumises dans les dossiers déposés à l'Anses. L'unité évalue les études touchant la physico-chimie, les méthodes d'analyses et la caractérisation des substances actives lors de leur demande d'approbation au niveau européen et des produits phytopharmaceutiques et biocides, ainsi que des matières fertilisantes et supports de cultures, dans le cadre des autorisations de mise sur le marché (AMM). L'unité contribue également aux dossiers préparés dans le cadre du règlement REACH. L'équipe est composée de 15 agents.

## DESCRIPTION DU POSTE

### Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques et biocides dans le domaine de la physico-chimie et des méthodes d'analyse.

### Activités

- Evaluer les données incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises d'AMM.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des lignes européennes existantes.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais dans le domaine de compétence concerné.
- Respecter les délais de l'évaluation
- Contribuer à la préparation des avis

### Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts\*.

*\* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** BAC + 3 à BAC+ 8 - MASTER II, DEA ou diplômes d'ingénieur en physico-chimie, méthodes d'analyse.

### Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine des produits phytopharmaceutiques

### Compétences

- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé
- Bonne connaissance réglementaire dans le domaine exercé.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe ;
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Bonne capacité rédactionnelle.

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 14/02/2022**

**Renseignements sur le poste :** Thérèse SIX ([therese.six@anses.fr](mailto:therese.six@anses.fr) - 01 49 77 21 75)

**Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2022-016 à :**  
[recrutement@anses.fr](mailto:recrutement@anses.fr)

Date : 24/01/2022

Poste à pourvoir	<b>Coordinateur scientifique de l'évaluation des dossiers de substances actives et de produits biocides (H/F)</b>
Catégorie d'emploi	<b>Agent contractuel de catégorie 2</b>
Type de contrat	<b>CDD 2 ans, détachement, affectation</b>
Localisation	<b>Maisons Alfort (94)</b>
Prise de fonction	<b>Dès que possible</b>
Rémunération	<b><i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i></b>

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

### L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : [www.anses.fr](http://www.anses.fr)

### Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Réglementés  
Unité Coordination Biocides

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produit biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

### Missions / contexte

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les auto-saisines.

L'unité de Coordination Biocide est chargée d'organiser l'évaluation scientifique des demandes d'approbation de substances actives et d'autorisation de mise sur le marché de produits. Elle s'assure de la cohérence des évaluations, dans le respect des réglementations européennes et nationales.

L'unité de coordination biocides a également en charge la préparation des projets de décisions nationales d'autorisations de mise sur le marché des produits biocides sur la base des évaluations qui ont été menées par la DEPR.

L'équipe est composée de 9 agents

## DESCRIPTION DU POSTE

<b>Missions</b>	<p>Sous l'autorité du chef d'unité, le coordinateur assurera la coordination scientifique et technique des évaluations de dossiers de demandes relatives aux produits et substances actives biocides.</p>
<b>Activités</b>	<p>Gérer en mode projet l'instruction scientifique des dossiers, depuis leur recevabilité scientifique jusqu'à la décision relative à la demande :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Assurer la coordination scientifique de l'évaluation des dossiers de substances actives et de produits biocides entre les différentes unités d'évaluation, contrôler la cohérence de l'expertise scientifique et rédiger des propositions de conclusions d'évaluation de l'Anses et de rapports de synthèse à partir des contributions des unités d'évaluation de la DEPR.</li><li>- Définir, en lien avec le planificateur de l'unité, le calendrier d'évaluation de ces dossiers dans le respect des délais réglementaires.</li><li>- Assurer la communication, le suivi et le traitement des dossiers, au niveau des instances d'évaluation internes transversales, du CES, et au niveau de commissions, comités et groupes de travail nationaux et, le cas échéant, européens.</li><li>- Rédiger les projets de décisions d'autorisation nationales, en tenant compte des éléments le cas échéant des autres entités de l'Agence (direction des affaires juridiques, avis du comité de suivi des AMM, arbitrages de la direction générale), et en s'assurant de leur conformité au droit communautaire et national,</li><li>- Participer aux évolutions scientifiques et réglementaires définies au niveau européen</li></ul>
<b>Conditions particulières</b>	<ul style="list-style-type: none"><li>- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.</li></ul>

\* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** Bac + 3 à Bac + 5 (Master 2, DEA ou diplômes d'ingénieur) en chimie, santé ou environnement, docteur en Pharmacie, ou docteur(es) Sciences

### Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine des produits phytopharmaceutiques, biocides, ou produits chimiques et en direction de projets

### Compétences

- Connaissance de la réglementation dans le domaine des produits biocides ou phytopharmaceutiques souhaitée
- Bonne maîtrise de l'anglais scientifique et technique (écrit et oral)
- Capacité à travailler en équipe pluridisciplinaire,
- Autonomie et rigueur, esprit critique, réactivité, sens de l'organisation.
- Aptitudes rédactionnelles, capacité de synthèse et de présentation orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 14/02/2022**

**Renseignements sur le poste : Aurélie CHEZEAU ([aurelie.chezeau@anses.fr](mailto:aurelie.chezeau@anses.fr) – 01 49 77 21 06)**

**Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2022-017 à : [recrutement@anses.fr](mailto:recrutement@anses.fr)**

Date : 24/01/2022

Poste à pourvoir	<b>Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F)</b>
Catégorie d'emploi	<b>Agent contractuel de catégorie 2</b>
Type de contrat	<b>Contrat à durée déterminée de droit public de 18 mois</b>
Localisation	<b>Maisons-Alfort (94)</b>
Prise de fonction	<b>Dès que possible</b>
Rémunération	<b><i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i></b>

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

### L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : [www.anses.fr](http://www.anses.fr)

### Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Réglementés

Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés Biocides

La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché.

### Missions / contexte

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés Biocides est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives biocides lors de leur



demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits biocides dans le cadre des autorisations de mise sur le marché.

L'équipe est composée de 7 agents.

## DESCRIPTION DU POSTE

### Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge, dans le cadre de la réglementation Biocides, d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM ainsi que des dossiers de substances actives au niveau français et européen, dans le domaine de la toxicologie et de l'expologie.

### Activités

A ce titre, l'agent devra :

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à la toxicologie et à l'exposition des personnes figurant dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures européennes et françaises.
- Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation de l'Anses.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

**Conditions particulières** Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts\*.

*\* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** BAC + 3 à MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie

### Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, biocides ou phytopharmaceutiques appréciée

### Compétences

- Connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, par exemple en toxicologie / expologie (toxicocinétique, établissement de valeurs de référence, toxicologie des mammifères, toxicologie génétique in vitro, utilisation de modèles d'exposition).
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits biocides souhaitées.
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 14/02/2022**

**Renseignements sur le poste :** Valérie BELLINGARD ([valerie.bellingard@anses.fr](mailto:valerie.bellingard@anses.fr) ; + (33)1 56 29 52 81)

**Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2022-018 à : [recrutement@anses.fr](mailto:recrutement@anses.fr)**

Date : 24/01/2022

Poste à pourvoir	<b>Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de l'efficacité – Biocides (H/F)</b>
Catégorie d'emploi	<b>Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A</b>
Type de contrat	<b>Contrat à durée déterminée (18 mois)</b>
Localisation	<b>Maisons-Alfort (94)</b>
Prise de fonction	<b>Dès que possible</b>
Rémunération	<b><i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i></b>

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

### L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : [www.anses.fr](http://www.anses.fr)

### Entité recruteuse

Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés  
Unité Evaluation de l'Efficacité des Biocides

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produit biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

### Missions / contexte

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

L'Unité Evaluation de l'Efficacité des Biocides est chargée de l'évaluation de l'efficacité et des effets inacceptables (résistance) des substances actives et produits biocides au titre du règlement (CE) 528/2012.

L'équipe est composée de 6 agents.

## DESCRIPTION DU POSTE

### Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique sera en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM ainsi que des dossiers de substances actives au niveau français et européen, dans le domaine de l'efficacité.

A ce titre, l'agent devra :

### Activités

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à l'efficacité et aux effets inacceptables (résistance) incluses dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises Biocides.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en Anglais et des conclusions en Français.
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Présenter ses évaluations au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.

**Conditions particulières** Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts\*.

*\* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

### Diplômes requis :

BAC + 5 à BAC+8 (MASTER II biologie, vétérinaire, agronome, ..)

### Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine des produits biocides appréciée

### Compétences

- Connaissances scientifiques et/ou techniques (méthodes et normes d'efficacité biocides) en microbiologie, entomologie, nuisibles type rongeurs
- Connaissances réglementaires dans le domaine des produits biocides
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 14/02/2022**

**Renseignements sur le poste : Isabelle ATTIG ([isabelle.attig@anses.fr](mailto:isabelle.attig@anses.fr) – 01 56 29 52 12)**

**Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2022-019 à : [recrutement@anses.fr](mailto:recrutement@anses.fr)**

Date : 24/01/2022

Poste à pourvoir	<b>Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation de dossiers réglementaires dans le domaine de l'écotoxicologie/environnement – Biocides/REACH (H/F)</b>
Catégorie d'emploi	<b>Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A</b>
Type de contrat	<b>Contrat à durée déterminée (18 mois)</b>
Localisation	<b>Maisons-Alfort (94)</b>
Prise de fonction	<b>Dès que possible</b>
Rémunération	<b><i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i></b>

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail. Elle intervient dans les domaines de la santé au travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

### L'Anses en chiffres

- 1400 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 141 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros par an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : [www.anses.fr](http://www.anses.fr)

### Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Réglementés  
Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides - Reach

La Direction de l'Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives et produits biocides, avant décision d'autorisation de mise sur le marché.

En ce qui concerne l'évaluation des substances actives et produit biocides, la DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel aux comités d'experts spécialisés et groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

### Missions / contexte

La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

L'Unité Evaluation Ecotoxicologie Environnement Biocides – Reach est chargée de l'évaluation des risques pour l'environnement des substances actives et produits biocides au titre du règlement (CE) 528/2012 ainsi que des substances évaluées dans le cadre du règlement Reach (CE) n°1907/2006.

L'équipe est composée de 10 agents.

## DESCRIPTION DU POSTE

Sous l'autorité de la cheffe d'unité et de son adjointe, l'évaluateur scientifique et technique est en charge

### Missions

- dans le cadre de la réglementation Biocides : d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM ainsi que des dossiers de substances actives au niveau français et européen ;
- dans le cadre de la réglementation REACH : d'assurer l'évaluation scientifique des substances inscrites au Corap pour la France, de participer aux analyses des dossiers d'identification de substances très préoccupantes ou de meilleure option de gestion de risque, dans les domaines du devenir et du comportement des substances dans l'environnement et de l'écotoxicologie.

A ce titre, l'agent devra :

### Activités

- Evaluer les données scientifiques spécifiques à l'écotoxicologie et à l'environnement figurant dans les dossiers déposés dans le cadre des procédures communautaires et françaises.
- Evaluer l'exposition des milieux environnementaux.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse et des conclusions en français et/ou en anglais.
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Participer aux analyses des dossiers de substances actives proposés par les Etats Membres de l'UE.
- Participer à l'expertise réglementaire et scientifique des dossiers évalués dans le cadre de la réglementation REACH dans le domaine de compétence concerné.
- Présenter ses travaux au cours de réunions internes, auprès des collectifs d'experts, ainsi qu'au niveau européen.

**Conditions particulières** Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts\*.

*\* En vertu de l'Art L.5323-4 du code la santé publique, le titulaire du poste sera soumis à l'obligation de remplir une déclaration publique d'intérêt. Toute personne recrutée est soumise aux règles de déontologie de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.*

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis** : BAC + 3 minimum au MASTER II, DEA ou diplôme d'ingénieur souhaité

### Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de l'évaluation des risques des substances chimiques, des produits biocides ou phytopharmaceutiques

### Compétences

- Capacité d'analyse et de synthèse
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation
- Capacités rédactionnelles et aptitudes à la communication orale
- Maîtrise de l'anglais scientifique et technique
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Connaissances approfondies sur le fonctionnement des écosystèmes et/ou sur le devenir et le comportement des substances dans l'environnement
- Connaissance réglementaire dans le domaine Biocides et/ou Reach
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur)

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 14/02/2022**

**Renseignements sur le poste : Stéphanie ALEXANDRE ([stephanie.alexandre@anses.fr](mailto:stephanie.alexandre@anses.fr))**

**Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2022-020 à : [recrutement@anses.fr](mailto:recrutement@anses.fr)**

Poste à pourvoir	<b>Chargé(e) de projets européens (H/F)</b>
Catégorie d'emploi	<b>Agent contractuel de catégorie 2</b>
Type de contrat	<b>Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois</b>
Localisation	<b>Maisons-Alfort (94), France</b>
Prise de fonction	<b>Avril / mai 2022</b>
Rémunération	<b><i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i></b>

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

### L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 900 experts extérieurs mobilisés
- 145 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : [www.anses.fr](http://www.anses.fr)

### Entité recruteuse

Direction des affaires européennes et internationales

La Direction des Affaires européennes et internationales (DAEI) est chargée d'assurer la coordination des activités menées avec les partenaires étrangers, aux échelons communautaires et internationaux, par les différentes entités de l'Agence. Elle veille au respect des orientations retenues en ce domaine par l'établissement. À cet effet, en concertation avec les entités concernées :

- elle identifie et promeut l'établissement ou le renforcement de relations et collaborations revêtant un caractère stratégique avec des organismes étrangers, européens et internationaux ;
- elle apporte son soutien aux entités pour l'identification, la mise en œuvre et le suivi des actions européennes et internationales, notamment par la recherche et la diffusion d'informations pertinentes, l'appui au montage de dossiers de candidature en réponse à des appels à projet et, dans ce cadre, est informée des initiatives et actions engagées et des sollicitations reçues par les entités ;
- elle assure la fonction de point focal de l'EFSA et participe aux réunions du forum consultatif de cette Autorité ;
- elle assure la coordination du projet Horizon 2020 « One Health EJP » (44 instituts partenaires dans 22 pays européens, 90M€ de budget) ;
- elle assurera, avec la Direction de la stratégie et des programmes (DSP), à partir de 2022 la coordination du partenariat Horizon Europe sur l'évaluation des risques liés aux substances chimiques « PARC – Partnership for the assessment of risks from chemicals » (environ 200 instituts partenaires dans 28 pays, 400 M€ de budget) ;
- elle organise pour la Direction générale les rencontres avec les partenaires étrangers.

La Direction est composée de 15 agents.

### Missions / contexte

Dans le cadre de ses missions, la DAEI apporte un appui aux équipes de l'Anses pour la réponse aux appels à projets et appels d'offres européens (EFSA, Horizon Europe, ...) afin d'assurer aux équipes un positionnement fort dans les projets. Un soutien plus poussé peut être apporté par la DAEI pour les projets de recherche que l'Anses coordonne, et la DAEI peut, dans certains cas, prendre en charge l'ingénierie de ces projets coordonnés par l'Agence et le suivi de leur mise en œuvre.

L'Anses s'est positionnée en tant que Coordinateur d'un partenariat d'envergure sur l'évaluation des risques liés aux substances chimiques dans le cadre de « Horizon Europe », le programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation pour la période allant de 2021 à 2027.



## DESCRIPTION DU POSTE

### Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Directeur et fonctionnelle du responsable de l'équipe de coordination de PARC (occupant également la fonction de Coordinateur-adjoint de PARC), le/la chargé(e) de projet européen sera mobilisé(e) dans le cadre de la mise en œuvre d'un consortium de recherche collaborative de grande envergure (PARC) lancé par la Commission européenne sous « Horizon Europe ». Il/elle intégrera « l'équipe de coordination PARC » qui est chargée de préparation au démarrage (prévu au printemps 2022) puis de la mise en œuvre du projet (projet d'une durée de 7 ans) et qui travaille en lien rapproché avec le Coordinateur de PARC (au sein de la Direction de la stratégie et des programmes de l'Anses).

Le/la chargé(e) de projet participera au sein de l'équipe de coordination PARC à toutes les activités qui incombent à l'Anses en tant que Coordinateur : notamment l'animation du consortium et des différents comités et groupes du partenariat, la gestion administrative, financière et juridique du partenariat, le suivi et le reporting auprès de la CE.

Il/elle travaillera en lien avec de nombreux interlocuteurs internes et externes.

### Activités

Ses principales activités seront de :

- Assurer une gestion efficace du Partenariat et du consortium :
  - o Contribuer à la gestion des outils d'ingénierie de projet (suivi contractuel dans ses composantes administratives, financières et techniques) et aux outils de management collaboratif
  - o Contribuer à la mise en œuvre de l'accord de consortium et des autres accords qui devront être signés dans le cadre du partenariat
  - o Contribuer à l'élaboration du budget du Partenariat sur une base annuelle et pluriannuelle et suivre son exécution
  - o Contribuer à l'organisation des paiements aux partenaires (en lien avec les entités de l'Anses chargées de leur mise en œuvre)
  - o Contrôler la mise en œuvre du partenariat, en veillant au respect des différentes règles et des différentes échéances, à la réalisation des jalons et à la soumission des livrables
- Contribuer au suivi et à la compilation des résultats du partenariat et contribuer à la préparation des rapports financiers et techniques auprès de la Commission européenne et de présentations
- Contribuer à et suivre les aspects transversaux dans le cadre de la coordination et gestion générale, y compris les indicateurs de performance et d'impacts, les aspects éthiques du partenariat et la communication externe
- Interagir et communiquer régulièrement avec les partenaires du projet, afin notamment de :
  - o Répondre aux questions des partenaires sur les aspects administratifs, juridiques et financiers
  - o Guider les partenaires pour la mise en œuvre et le suivi du projet et assurer le respect des demandes contractuelles
- Assurer l'interface avec les services internes de l'Anses pour toutes les questions administratives, juridiques et financières relatives au partenariat
- Participer à l'organisation et à l'animation des réunions relatives au projet (proposition d'ordre du jour, rédaction du compte-rendu, exécution et suivi du plan d'action qui en découle, ...) et le cas échéant intervenir lors des réunions avec les partenaires
- Contribuer à la mise en place et à l'utilisation des outils informatiques mis en œuvre pour le pilotage et l'animation du partenariat

### Conditions particulières

Prévoir des déplacements réguliers en Europe pour une durée habituellement de 1-3 jours (dépendra de l'évolution de la situation sanitaire COVID-19 actuelle)

## PROFIL RECHERCHÉ

**Diplômes requis :** BAC+3 à BAC+5 ou équivalent (BAC+5) en sciences, et/ou affaires européennes, et/ou gestion de projets de recherche

### **Expériences similaires**

- Expérience réussie de 5 années minimum en gestion administrative, juridique, financière de grands projets collaboratifs de recherche au sein d'institution chargée de la coordination de projet financé par des fonds européens (si possible, le Programme cadre recherche et innovation de la Commission européenne), de préférence dans le domaine de la santé et/ou de l'environnement.

### **Compétences**

- Parfaites connaissances des règles (notamment financières) et du fonctionnement du programme Horizon 2020 (et par conséquent Horizon Europe)
- Compétences techniques affirmées dans la gestion, notamment financière et administrative, de projets (de préférence européens)
- Rigueur et autonomie, goût pour le travail en équipe, capacité d'organisation, respect des délais
- Aisance relationnelle, aisance à l'oral, ouverture d'esprit, dynamisme, capacité d'adaptation, force de proposition, sens de l'engagement, capacité à fédérer plusieurs partenaires
- Parfaite maîtrise de l'anglais et du français professionnels (communication écrite et orale)
- Très bonne maîtrise de l'outil informatique « pack office » (Word, Excel, PowerPoint, Outlook), notamment parfaite maîtrise d'Excel (tableaux croisés dynamiques, macros, ...) et des outils de travail collaboratif à distance

## **POUR POSTULER**

**Date limite de réponse : 18/02/2022**

**Renseignements sur le poste :** Christophe Rousselle ([christophe.rousselle@anses.fr](mailto:christophe.rousselle@anses.fr))

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv, possibilité de transmettre un dossier de candidature en anglais) **en indiquant la référence 2022-021 à :** [recrutement@anses.fr](mailto:recrutement@anses.fr)

Poste à pourvoir	<b>Chargé(e) de projets scientifiques européens (H/F)</b>
Catégorie d'emploi	<b>Agent contractuel de catégorie 2</b>
Type de contrat	<b>Contrat à durée déterminée de droit public de 36 mois</b>
Localisation	<b>Maisons-Alfort (94), France</b>
Prise de fonction	<b>Avril / mai 2022</b>
Rémunération	<b><i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i></b>

## L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 9 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

### L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 900 experts extérieurs mobilisés
- 145 millions d'euros au budget annuel
- Plus de 14 000 avis émis depuis 1999
- 66 mandats de référence nationale
- 8 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : [www.anses.fr](http://www.anses.fr)

### Entité recruteuse

Direction des affaires européennes et internationales

La Direction des Affaires européennes et internationales (DAEI) est chargée d'assurer la coordination des activités menées avec les partenaires étrangers, aux échelons communautaires et internationaux, par les différentes entités de l'Agence. Elle veille au respect des orientations retenues en ce domaine par l'établissement. À cet effet, en concertation avec les entités concernées :

- elle identifie et promeut l'établissement ou le renforcement de relations et collaborations revêtant un caractère stratégique avec des organismes étrangers, européens et internationaux ;
- elle apporte son soutien aux entités pour l'identification, la mise en œuvre et le suivi des actions européennes et internationales, notamment par la recherche et la diffusion d'informations pertinentes, l'appui au montage de dossiers de candidature en réponse à des appels à projet et, dans ce cadre, est informée des initiatives et actions engagées et des sollicitations reçues par les entités ;
- elle assure la fonction de point focal de l'EFSA et participe aux réunions du forum consultatif de cette Autorité ;
- elle assure la coordination du projet Horizon 2020 « One Health EJP » (44 instituts partenaires dans 22 pays européens, 90M€ de budget) ;
- elle assurera à partir de 2022, avec la Direction de la stratégie et des programmes (DSP), la coordination du partenariat Horizon Europe sur l'évaluation des risques liés aux substances chimiques « PARC – Partnership for the assessment of risks from chemicals » (environ 200 instituts partenaires dans 28 pays, 400 M€ de budget) ;
- elle organise pour la Direction générale les rencontres avec les partenaires étrangers.

La Direction est composée de 15 agents.

### Missions / contexte

Dans le cadre de ses missions, la DAEI apporte un appui aux équipes de l'Anses pour la réponse aux appels à projets et appels d'offres européens (EFSA, Horizon Europe, ...) afin d'assurer aux équipes un positionnement fort dans les projets. Un soutien plus poussé peut être apporté par la DAEI pour les projets de recherche que l'Anses coordonne, et la DAEI peut, dans certains cas, prendre en charge l'ingénierie de ces projets coordonnés par l'Agence et le suivi de leur mise en œuvre.

L'Anses s'est positionnée en tant que Coordinateur d'un partenariat d'envergure sur l'évaluation des risques liés aux substances chimiques dans le cadre de « Horizon Europe », le programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation pour la période allant de 2021 à 2027.

## DESCRIPTION DU POSTE

### Missions

Sous l'autorité hiérarchique du Directeur et fonctionnelle du responsable de l'équipe de coordination de PARC (occupant également la fonction de Coordinateur-adjoint de PARC), le/la chargé(e) de projet européen sera mobilisé(e) dans le cadre de la mise en œuvre d'un consortium de recherche collaborative de grande envergure (PARC) lancé par la Commission européenne sous « Horizon Europe ». Il/elle intégrera « l'équipe de coordination PARC » qui est chargée de préparation au démarrage (prévu au printemps 2022) puis de la mise en œuvre du projet (projet d'une durée de 7 ans) et qui travaille en lien rapproché avec le Coordinateur de PARC (au sein de la Direction de la stratégie et des programmes de l'Anses).

Le/la chargé(e) de projet participera au sein de l'équipe de coordination PARC à toutes les activités, y compris scientifiques, qui incombent à l'Anses en tant que Coordinateur : notamment l'animation du consortium et des différents comités et groupes du partenariat, d'en assurer le suivi et le reporting auprès de la CE.

Il/elle travaillera en lien avec de nombreux interlocuteurs internes et externes.

### Activités

Ses principales activités seront de :

- Soutenir le Coordinateur et le Coordinateur-adjoint de PARC pour le pilotage scientifique de l'ensemble des activités du partenariat
- Participer à l'élaboration du programme de travail annuel associé à la mise en œuvre de l'agenda stratégique de recherche et d'innovation du partenariat (SRIA – *Strategic research and innovation agenda*) en étroite collaboration avec les responsables des différents domaines d'activités (WP leaders)
- Contribuer au suivi, à la compilation des résultats scientifiques et à la revue des rapports d'activités produits par les partenaires, ainsi qu'au suivi des indicateurs de performance du partenariat et des livrables
- Participer à la préparation des rapports techniques auprès de la Commission européenne et à la soumission des livrables
- Participer aux actions de veille scientifique sur le périmètre du partenariat, notamment sur les aspects environnementaux
- Contribuer à l'identification des pistes de synergies avec d'autres initiatives européennes ou françaises, notamment sur les aspects environnementaux
- Contribuer et suivre les aspects éthiques du partenariat et les autres aspects transversaux, notamment la communication externe en lien avec le WP3 communication (présentations du partenariat devant diverses instances, communication ciblée...)
- Interagir et communiquer régulièrement avec les partenaires du projet, afin notamment de :
  - o Répondre aux diverses questions des partenaires, notamment sur les aspects de pilotage scientifique du partenariat
  - o Guider les partenaires pour la mise en œuvre et le suivi du projet et assurer le respect des demandes contractuelles
- Assurer l'interface avec les services internes de l'Anses pour toutes les questions, notamment scientifiques, relatives au partenariat
- Soutenir les autres chargés de projet au sein de la DAEI dans les tâches de gestion et de coordination générale du partenariat
- Participer à l'organisation des réunions relatives au partenariat et le cas échéant intervenir lors des réunions

### Conditions particulières

Prévoir des déplacements réguliers en Europe pour une durée habituellement de 1-3 jours (dépendra de l'évolution de la situation sanitaire COVID-19 actuelle)

## PROFIL RECHERCHÉ

### Diplômes requis :

BAC+5 en sciences (chimie, biologie, toxicologie, environnement, ...) – minimum BAC+3

### Expériences similaires

- Expérience réussie de 5 années minimum en coordination de projets de recherche ou d'évaluation des risques dans un cadre européen et sur des thématiques entrant dans le champ de compétences du partenariat, notamment en lien avec des aspects environnementaux.

### Compétences

- Bonnes connaissances de la réglementation européenne s'appliquant aux substances chimiques
- Bonnes connaissances de la démarche de surveillance et/ou d'évaluation des risques des substances chimiques dans un contexte réglementaire européen, notamment sur les aspects environnementaux
- Bonne connaissance des règles et du fonctionnement du programme Horizon 2020 (et par conséquent Horizon Europe)
- Rigueur et autonomie, goût pour le travail en équipe, capacité d'organisation, respect des délais
- Aisance relationnelle, aisance à l'oral, ouverture d'esprit, dynamisme, capacité d'adaptation, force de proposition, sens de l'engagement, capacité à fédérer plusieurs partenaires
- Parfaite maîtrise de l'anglais et du français professionnels (communication écrite et orale)
- Très bonne maîtrise de l'outil informatique « pack office » (Word, Excel, PowerPoint, Outlook), notamment parfaite maîtrise d'Excel (tableaux croisés dynamiques, macros, ...) et des outils de travail collaboratif à distance

## POUR POSTULER

**Date limite de réponse : 18/02/2022**

**Renseignements sur le poste :** Christophe Rousselle ([christophe.rousselle@anses.fr](mailto:christophe.rousselle@anses.fr))

**Adresser les candidatures par courriel** (lettre de motivation + cv, possibilité de transmettre un dossier de candidature en anglais)) **en indiquant la référence 2022-022 à :** [recrutement@anses.fr](mailto:recrutement@anses.fr)